

# ATTESTATION D'ASSURANCE



page no 01/11

## O STACCHINI EI & W KARMES

Votre Agent Général

188 ROUTE DE GRIMARD

ZA DU PASTIN LA SAUVE

33670 CREON

Tél : 05.56.23.01.21

Fax : 05.56.23.07.80

N° ORIAS : 10058323 / 14006379

SAS SCHIRO CONSTRUCTIONS

ALL GEORGES BRASSENS

47200 MARMANDE

Référence à rappeler :

CODE : H93314

N° client Cie : 049525350

CREON, le 16 décembre 2024

L'entreprise d'assurance Allianz IARD, entreprise régie par le Code des assurances, Société anonyme au capital de 991.967.200 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n°542 110 291, et dont le siège social est situé, 1, cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense, atteste que :

SAS SCHIRO CONSTRUCTIONS

ALL GEORGES BRASSENS

47200 MARMANDE

513726414

est titulaire d'un contrat d'assurance : Allianz Solution BTP n°64261997 souscrit depuis le 01/01/2025.

La présente attestation, établie le 16/12/2024, est valable pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

## ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions suivantes :

1210

Menuiseries intérieures et extérieures métalliques et/ou en matériaux de synthèse A L'EXCLUSION DES FACADES-RIDEAUX, DE LA REALISATION DES FONDATIONS ET STRUCTURES MACONNEES DES VERANDAS, DES GRADINS, DES TRIBUNES ET DES SCENES.



Réalisation de maçonnerie en béton armé préfabriqué ou non, en béton précontraint préfabriqué (HORS PRECONTRAINTE IN SITU), en blocs agglomérés de mortier ou de béton cellulaire, en pierres naturelles ou briques, ceci tant en infrastructure qu'en superstructure, A L'EXCLUSION DE LA REALISATION COMPLETE DE VERANDAS ET DE PISCINES ET A L'EXCLUSION DE LA REALISATION DE PAROIS DE SOUTÈNEMENT STRUCTURELLEMENT AUTONOMES D'UNE HAUTEUR DE PLUS DE 4 METRES, HORS REVÈTEMENT MURAL EXTERIEUR AGRAFE, ATTACHE OU COLLE.

Cette activité comprend les travaux de :

- enduits à base de liants hydrauliques ou de synthèse,
- ravalement en maçonnerie,
- briquetage, pavage, chapes et dallages A L'EXCLUSION DES DALLAGES INDUSTRIELS ET DES DALLAGES DE CENTRES COMMERCIAUX D'UNE SURFACE SUPERIEURE A 400 m²,
- fondations superficielles (semelles filantes, isolées, radiers et puits courts) AUTRES QUE PIEUX, MICRO-PIEUX, BARETTES, PAROIS MOULEES, PALPLANCHES.

Et la réalisation des travaux maçonnés suivants :

- cheminées, âtres et foyers ouverts A L'EXCLUSION DES FOURS ET CHEMINEES INDUSTRIELS,
- conduits de fumées et de ventilation à usage domestique et individuel,
- ravalement et réfection de souches hors combles.

Ainsi que les travaux accessoires ou complémentaires de :

- terrassement, drainage et canalisations enterrées,
- revêtement d'imperméabilisation des parois enterrées (HORS CUVELAGE, RESERVOIR ET PISCINE),
- pose de matériaux contribuant à l'isolation intérieure,
- pose de matériaux contribuant à l'isolation extérieure par procédés mécaniques A L'EXCLUSION DE TOUT PROCÈDE COLLE,
- pose de renforts de bois ou de métal nécessitée par l'ouverture de baies et les reprises en sous-œuvre,
- démolition,
- VRD,
- pose d'huisseries (HORS PORTES ET FENÊTRES),
- pose d'éléments simples de charpente (pannes et chevrons), pose de charpente préfabriquée et pose de tuiles canal A L'EXCLUSION DE TOUT AUTRE MATERIAU DE COUVERTURE,
- plâtrerie,
- carrelage, faïence et revêtement en matériaux durs à base minérale, non immergé, HORS REVÈTEMENT MURAL EXTERIEUR AGRAFE, ATTACHE OU COLLE,
- calfeutrement de joints.

0310

Voirie et réseaux divers - V.R.D- (A L'EXCLUSION DES TERRAINS ET PISTES DE SPORTS NON COUVERTS) réalisés à ciel ouvert : canalisations, assainissement, chaussées, trottoirs, pavage, arrosage, espaces verts. Réalisation de réseaux de canalisations y compris le calorifugeage des réseaux de chauffage urbain, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonomes, de voiries, de parcs de stationnement de surface, de poteaux et clôtures.

Cette activité comprend la réalisation de jardins, d'espaces verts au sol :

- pose de bordures, de pavages, de dallages A L'EXCLUSION DES DALLAGES D'UNE SURFACE SUPERIEURE A 150 m²,
- maçonnerie décorative : gabions A L'EXCLUSION DE TOUTE FONCTION DE SOUTÈNEMENT STRUCTURELLEMENT AUTONOME, bassins ornementaux, murettes y compris en pierres sèches, emmarchements de jardins,
- installation d'équipements : mobilier urbain et jeux, signalisation routière ou urbaine ou de chantier,
- travaux de drainage et de collecte des eaux de ruissellement,
- éclairage et arrosage, y compris les raccordements accessoires.

Cette activité comprend la pose de géotextiles.

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et fouilles.

0305

Terrassements Fouilles, A L'EXCLUSION DES REMBLAIS ROUTIERS, FERROVIAIRES, AEROPORTUAIRES, DES DIGUES, CANAUX, OUVRAGES A LA MER ET BARRAGES.



- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 euros.

Cette somme est portée à 30.000.000 euros HT en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :

- 10 millions d'euros pour les activités concernant la structure et le gros oeuvre
  - 6 millions d'euros pour les activités ne concernant pas la structure et le gros oeuvre
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
    - **Travaux de technique courante,**  
c'est-à-dire travaux réalisés avec des procédés ou des produits de construction :
      - soit traditionnels ou normalisés et conformes aux règles en vigueur, c'est-à-dire aux normes françaises homologuées (NF DTU ou NF EN), aux règles professionnelles acceptées par la Commission Prévention Produits mis en oeuvre (C2P(1)) ou à des recommandations professionnelles du programme Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 (RAGE 2012(2)) non mises en observation par la C2P(3), ou aux normes publiées par les organismes de normalisation des autres États membres de l'Union Européenne ou des États parties à l'Accord sur l'espace Économique Européen offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalent à celui des normes françaises,
      - soit non traditionnels, sous condition qu'ils aient fait l'objet, au jour de la passation du marché :
        - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P(3),
        - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable, ne valant que pour le chantier mentionné,
        - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.
- (Ces documents sont publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, l'Agence Qualité Construction (AQC) ou tout autre organisme habilité par la Commission Ministérielle créée par l'Arrêté du 2 décembre 1969)

[1] Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

[2] Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE ([www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)).

[3] Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

#### - Travaux relatifs à des ouvrages ne présentant pas de caractère exceptionnel,

à savoir comportant une ou plusieurs des particularités suivantes :

- Grande portée :
  - Pour le bois : porte-à-faux supérieur à 15 m (20 m pour le bois lamellé collé)  
Portée entre nu des appuis supérieure à 50 m pour les poutres et 80 m pour les arcs.
  - Pour le béton : Porte-à-faux supérieur à 20 m  
Portée entre nu des appuis supérieure à 50 m pour les poutres et 100 m pour les arcs.
  - Pour l'acier : Porte-à-faux supérieur à 25 m  
Portée entre nu des appuis supérieure à 50 m pour les poutres et 100 m pour les arcs.
- Grande hauteur :
  - Hall sans plancher intermédiaire : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 35 m.
  - Bâtiment à étages, réfrigérants, réservoirs : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 60 m.
  - Cheminées des bâtiments : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100 m.
  - Tours hertziennes : hauteur totale de l'ouvrage (au-dessus du point le plus bas du sol entourant l'ouvrage) supérieure à 100 m.



## AUTRES GARANTIES EN CAS DE DOMMAGES CAUSES A L'OUVRAGE

### I) Périmètre et conditions d'application

- Les dispositions précédemment décrites concernant les activités, la localisation des travaux ainsi que les travaux, produits et procédés de construction, sont applicables pour l'ensemble des ouvrages couverts au titre de la présente attestation.
- Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance, les garanties s'appliquent :
  - aux chantiers relatifs à des ouvrages soumis à obligation d'assurance dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 euros.  
 Cette somme est portée à 30.000.000 euros hors taxes en présence d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) bénéficiant à l'assuré ou prévoyant une renonciation à recours à l'encontre de l'assuré sous-traitant et de son assureur, et comportant à l'égard de l'assuré une franchise absolue au maximum de :
    - 10 millions d'euros pour les activités concernant la structure et le gros oeuvre
    - 6 millions d'euros pour les activités ne concernant pas la structure et le gros oeuvre
- Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance, les garanties s'appliquent :
  - aux chantiers relatifs à des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état, y compris honoraires d'étude et de contrôle, déclaré par le maître de l'ouvrage n'excède pas 7.500.000 euros et dont le montant du marché de l'assuré n'excède pas 1.500.000 euros hors taxes (HT).

### II ) Garanties souscrites

- **Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantier avant réception.**
- **Garantie de responsabilité du sous-traitant en cas de dommages de nature décennale :**  
 Elle s'applique aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus.  
 L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A.243-1 du code des assurances.

#### Nature de la garantie :

Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à obligation d'assurance, qu'il a réalisé en qualité de sous-traitant.  
 Elle est gérée en capitalisation.

#### Montant de la garantie :

10.000.000 euros par sinistre.

#### Durée et maintien de la garantie :

Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.

- **Garantie responsabilité civile décennale facultative :**  
 Elle s'applique aux travaux accomplis par vous en tant que traitant direct ou en tant que sous-traitant et relatifs à des ouvrages non soumis à obligation d'assurance.  
 Cette garantie est déclenchée par une réclamation conformément à l'article L.124-5 4ème alinéas du code des assurances. Le délai subséquent est de 10 ans.
- **Garanties complémentaires à la Responsabilité Décennale**  
 Ces garanties sont déclenchées par une réclamation conformément à l'article L.124-5 4ème alinéa du code des assurances.



## TABLEAU RECAPITULATIF DES GARANTIES

**Les montants de garantie sont fixés par année d'assurance.** Ils constituent l'engagement maximum de l'assureur quel que soit le nombre de sinistres ou de victimes, sans report d'une année d'assurance sur l'autre. Ils se réduisent et s'épuisent par tous règlements amiables ou judiciaires d'indemnités.

Nature des garanties et montants maximaux	Montants Maximaux
<b>Garantie A - Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantiers</b> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance</b> sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 €(1) :  Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires : </li> <li> <b>Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance</b>  sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 1.500.000 € TTC(2)  et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 7.500.000 € :  Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires : </li> <li> <b>Quel que soit le type de travaux</b>  Dommage aux biens sur chantiers tels que définis au contrat, y compris frais accessoires : </li> </ul>	<p>700.000 € par année d'assurance</p> <p>300.000 € par année d'assurance</p> <p>100.000 € par année d'assurance</p>
<b>Garantie B - Responsabilité civile de l'entreprise</b> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Dommages survenus AVANT livraison et/ou réception</b> <ul style="list-style-type: none"> <li> Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement  (hors dommages corporels à vos préposés visés ci-dessous)  - Tous dommages confondus </li> <li> Sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> <li>Dommages matériels et immatériels consécutifs  sans pouvoir dépasser pour ceux résultant de vol commis par les préposés</li> <li>Dommages immatériels non consécutifs suite à un dommage corporel ou matériel non garanti par la garantie B</li> </ul> </li> </ul> </li> <li> Dommages résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement  (hors dommages corporels à vos préposés)  - Tous dommages confondus </li> <li> Sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> <li>Frais d'urgence</li> <li>Frais de dépollution des eaux et du sol</li> </ul> </li> <li> Dommages corporels à vos préposés (paragraphe 3.2 des D.G) </li> <li> <b>Dommages survenus APRES livraison et/ou réception</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Tous dommages confondus</li> <li> Sans pouvoir dépasser pour les <ul style="list-style-type: none"> <li>Dommages matériels et immatériels consécutifs</li> <li>Dommages immatériels non consécutifs</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<p>10.000.000 € par année d'assurance</p> <p>2.500.000 €</p> <p>30.000 €</p> <p>300.000 €</p> <p>300.000 € par année d'assurance</p> <p>75.000 €</p> <p>75.000 €</p> <p>1.000.000 € par année d'assurance</p> <p>4.000.000 € par année d'assurance</p> <p>2.500.000 €</p> <p>300.000 €</p>



Nature des garanties et montants maximaux	Montants Maximaux
<b>Garantie E - Garanties complémentaires à la responsabilité décennale</b>	
<p>■ <b>Pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance</b> sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 € (1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement</li> <li>- Dommages Immatériels consécutifs à un sinistre décennal</li> <li>- Dommages intermédiaires (matériels et immatériels consécutifs)</li> <li>- Défaut de performance énergétique</li> </ul> <p>■ <b>Pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance</b> sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 1.500.000 € TTC(2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 7.500.000 € TTC(2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement</li> <li>- Dommages immatériels consécutifs</li> </ul>	<p>1.000.000 € par année d'assurance</p> <p>1.500.000 € par année d'assurance</p> <p>200.000 € par année d'assurance</p> <p>500.000 € par année d'assurance</p> <p>200.000 € par année d'assurance</p> <p>100.000 € par année d'assurance</p>

- (1) Si le coût total prévisionnel de construction excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale.  
A défaut :
- pour la garantie obligatoire et son équivalent pour le sous-traitant, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L 121-5 du Code des Assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total de la construction (honoraires et taxes compris),
  - pour les garanties A, D (hors garantie obligatoire et son équivalent pour le sous-traitant) et E, non-assurance.
- (2) Si le coût total de votre marché excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale.  
A défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L.121-5 du Code des assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total du marché.  
La garantie n'est pas acquise si le coût total prévisionnel de la construction excède 7.500.000€.

